



Bruxelles, le
AGRI.DDG2.E.1/BDR

**NOTE À L'ATTENTION DE L'AUTORITÉ DE GESTION DU PDR PROVENCE-ALPES-CÔTE
D'AZUR**

**Objet : Réponse à la consultation du comité de suivi interfonds du 6 au 19
décembre 2018**

Une consultation écrite du comité de suivi interfonds du programme de développement rural de Provence-Alpes-Côte d'Azur a été lancée du 6 au 19 décembre 2018. Elle porte sur une proposition de modification des critères de sélection du PDR et sur la proposition de révision du PDR.

Concernant la **modification des critères de sélection** :

- TO 4.2 : Investissements dans les Industries agro-alimentaires
La note minimale est très faible (60 points) par rapport au total des points (230 points). Ce commentaire a été déjà soulevé dans d'autres consultations ; une note plus élevée ne permettrait-elle pas un meilleur ciblage des aides ?
- TO 16.1 : Projets groupes opérationnels du PEI
Nous insistons sur la nécessité de bien définir dans les appels à projets les notions « totalement » et « partiellement innovant ». Le changement proposé ne soulève pas de commentaires.
- TO 4.3.4 : Aires de lavage et systèmes de traitement des effluents phytosanitaires
Notez qu'une erreur a dû se glisser dans le critère « nombre d'utilisateurs », les points maximaux sont 150 au lieu de 100, et les points totaux 700 au lieu de 650.
- TO 4.3.1 : Modernisation infrastructures hydrauliques
La note minimale est très faible (20 points) par rapport au total des points (140 points). Ce commentaire a été déjà soulevé dans d'autres consultations ; une note plus élevée ne permettrait-elle pas un meilleur ciblage des aides ?
- TO 7.6.2 : Equipement pastoraux collectifs :
Le changement proposé ne soulève pas des commentaires.

Concernant la **proposition de révision du PDR** :

Les services de la Commission se réservent le droit de fournir d'autres commentaires lors de l'introduction de la demande formelle de modification du PDR. Cela a déjà été convenu lors du lancement de cette consultation.

Veuillez noter d'ores et déjà qu'il faudrait changer le type de modification car il s'agit d'une modification 11.a.i avec impact dans l'AP. Une justification du changement de la stratégie du DP 1C est donc nécessaire. Le transfert de 90 000 € du DP 5E n'est pas possible conformément à la déclaration des dépenses. Finalement, la justification sur le transfert des types d'opération Natura 2000 devrait être détaillée.

Les services de la Commission sont à votre disposition pour plus de clarifications.

(signé électroniquement)

Barbara Lücke
Chef d'Unité